



Structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 11/07/2019

Avertissement : notre collectif d'élus du CCE d'ENEDIS a pour périmètre de responsabilité le distributeur ENEDIS. Il n'est donc pas fondé à répondre aux questions concernant RTE, à savoir 14, 15, 20 et 22.

En préambule, les élus du collectif CGT du CCE d'ENEDIS tiennent à attirer l'attention de la CRE sur les conséquences possibles de ses décisions sur les populations les plus fragiles.

Une part importante des consommateurs ne sont pas aujourd'hui en capacité de mettre en œuvre les solutions pertinentes pour s'adapter aux modifications tarifaires, soit pour des motifs économiques, soit par méconnaissance des mécanismes tarifaires et/ou solutions à adopter.

La CRE semble pleinement consciente de cet état de fait quand elle indique que « ...les évolutions de structures ne doivent pas conduire à des modifications de factures manifestement excessives au regard de la capacité d'adaptation des utilisateurs ».

Pourtant, la plupart des modifications envisagées partent du postulat d'un consommateur informé et agissant de manière rationnelle au seul facteur Prix. Ce concept économique libéral est pourtant démenti par l'expérience.

Si on prend pour exemple l'option tarifaire à 4 plages que la CRE veut progressivement généraliser, on nous indique que sa mise en place au-delà suffirait en soi pour que les consommateurs adaptent leurs installations et comportements.

Nous contestons cette logique : quid de l'information aux consommateurs ? Quelle prise en compte de leurs possibilités réelles ? Que veut dire adapter son comportement ? On peut y voir des vertus (réelles) si cela concerne une responsabilisation du consommateur, moins si cela veut juste dire faire face à une contrainte sans moyens d'agir. Concrètement, si cela veut dire accepter d'avoir froid l'hiver, nous ne pouvons adhérer.

Si le facteur prix a une influence réelle sur les décisions et les comportements, d'autres moyens d'action nous semble devoir être considérés : psychologiques, sociologiques, politiques, technologiques, etc.

Il nous semble certain que la question de la coordination entre les acteurs, gestionnaire de réseau et utilisateurs, est fondamentale pour assurer l'efficacité du système électrique. Mais elle est abordée de manière incomplète puisque c'est la dimension tarifaire qui en serait seule comptable.

Finalement, la CRE semble considérer que le signal tarifaire serait le seul moyen permettant de corriger les incohérences générées sur le système électrique par la multiplication d'intervenants aux objectifs différents et parfois contradictoires.

Dans son analyse, la CRE met en lumière ce qui nous apparaît comme une évidence : le développement des moyens de production décentralisés laissés à l'initiative privée se construit sur les territoires sans se soucier des besoins de consommation « au plus près » ou des infrastructures de transport...

Nous pensons, à rebours, que seule une logique industrielle globale planifiée et imposée par les pouvoirs publics peut être réellement efficace.

Quoiqu'il en soit, le développement de cette production décentralisée va modifier largement le rôle du distributeur



et il nous semble qu'une réflexion devrait être menée sur la transformation de la conduite du réseau dans l'objectif de qualifier à terme le Distributeur comme un réel responsable de l'équilibre du réseau, en coopération avec RTE.

A ce titre, le prochain tarif devrait inciter ENEDIS à investir sur un projet de pilotage de son réseau BT.

Ces évolutions nécessiteront un personnel qualifié et verront émerger de nouveaux métiers : une étude sur cette question serait sans doute opportune.

Nous terminerons sur un satisfecit et une interrogation :

La péréquation tarifaire est réaffirmée, alors qu'elle semblait sinon remise en cause du moins réinterrogée lors de l'établissement du précédent Tarif. C'est évidemment une bonne chose et représente un marqueur politique fort d'une volonté de préservation des solidarités territoriales...qui légitime y compris le maintien du modèle actuel du Distributeur national.

Pour autant, n'y a-t-il pas une contradiction évidente entre cette réaffirmation et le souhait de développer une distinction saisonnière des tarifs qui sonne comme une discrimination entre territoires ? Cette question mérite un vrai débat.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Nous sommes favorables aux principes du timbre-poste, de la péréquation tarifaire et de la non-discrimination.

Par contre, nous sommes toujours opposés à l'horo-saisonnalité dont le principe nous semble facteur de discrimination des consommateurs en fonction de leur zone climatique d'habitat.

Mais plus que les principes, ce sont les critères listés par la CRE (efficacité, faisabilité, acceptabilité) qui nous paraissent imparfaitement appliqués comme nous le démontrons dans notre préambule

Quant à la lisibilité, la complexité du Tarif contredit cet objectif...

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

Au vu de notre préambule et de la réponse à la question 1, on comprendra aisément notre critique des principes avancés par la CRE.

En particulier, la question de l'évolution du tarif d'injection nous interroge : selon quels principes le coût d'injection devrait-il être partagé entre le producteur et le consommateur ?

Nous y sommes opposés et souhaitons que seul le producteur supporte les charges induites par son utilisation du réseau.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Défavorable

Commentaire :

Non. Nous considérons que l'empilement des composantes ne rend pas compte des nécessités d'une cohérence



d'ensemble.

Nous prôtons toujours un nouveau mode d'élaboration du TURPE, simplifié et plus lisible, basé sur une logique économique intégrant les coûts complets du Distributeur.

La complexité induite par les choix de la CRE réserve le débat à des « spécialistes » et nuit à un débat nécessaire sur le tarif et ses objectifs...De même que sur la place du régulateur dans le système électrique.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproduiteurs ?

Oui

Commentaire :

En dehors de toute considération générale sur l'élaboration du tarif telle que rappelée à la réponse à la question 3.

Nous sommes favorables au maintien du niveau actuel de la composante gestion pour le distributeur, largement suffisante...D'autant que nous considérons, sur le fond, sans fondement cette exigence des fournisseurs de tirer un revenu du distributeur.

Ou alors elle devrait se compléter sur une réflexion sur la nécessité d'une réciprocité considérant que certaines activités réalisées par ENEDIS sont exercées pour le compte des fournisseurs et à ses frais.

Nous actons néanmoins la décision de justice sur ce sujet.

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une révision à la baisse du niveau de la composante de comptage ?

Non

Commentaire :

On ne peut nier l'impact du programme LINKY sur la relève à pied. Pour autant, l'impact économique reste à préciser.

Selon les estimations en notre possession, les gains de productivité seraient réels mais limités. En particulier, le maintien d'une relève résiduelle pour les anciens compteurs nécessiterait 520 équivalent temps plein pour un effectif actuel consacré à la relève de 1300 ETP.

Cette activité « résiduelle » concernera des compteurs disséminés sur tout le territoire et son coût unitaire passerait d'un coefficient 1 à 2,5.

Aussi, afin de limiter les coûts liés à cette désoptimisation de la relève, il apparaît opportun que cette activité soit effectuée par les salariés d'ENEDIS.

Enfin, nous rappelons que l'essentiel de la composante comptage post-Linky devrait selon nous être constitué de l'entretien et de la gestion des comptages.



Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Favorable

Commentaire :

En toute logique avec nos expressions précédentes, oui.

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Défavorable

Commentaire :

En toute logique...Non. Pour rappel, nous sommes opposés à toute différenciation saisonnière, facteur de traitement différencié des consommateurs selon la zone climatique habitée.

Le seul facteur tarifaire relève d'une conception « punitive » pour les populations les moins aisées dans l'incapacité de mettre en place des solutions alternatives adaptées (par exemple isolation)

Y compris sur le plan industriel, une telle démarche pourrait conduire au choix politique d'une gestion de la pénurie plutôt que l'incitation à trouver un juste niveau pour les investissements de production et de distribution.

Enfin, nous y voyons surtout des outils de développement d'un marché plutôt qu'un moyen pour favoriser l'optimisation du système sur le plan technique.

Toute mise en place de nouvelles plages temporelles devrait s'accompagner d'une étude préalable sur la question de l'acceptabilité sociale.

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Cf. réponse à la question 7...En tout état de cause après étude des impacts sociaux.

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Cf. réponse à la question 7. A noter que des précisions doivent être apportées par la CRE sur les mesures concrètes envisagées pour accompagner cette transition et informer les consommateurs si cette décision était mise en œuvre.

Quatre ans pour laisser aux consommateurs le délai nécessaire à l'adaptation de leurs installations et de leurs comportements paraît surréaliste ! Rappelons que l'amélioration et le renouvellement de l'habitat demande des décennies de mise en œuvre du schéma d'urbanisme.

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Dans le cas des consommateurs ne disposant pas d'un compteur évolué indépendamment de leur volonté, ou si la réconciliation de ce compteur ne peut être activée, maintien des conditions actuelles.

Question 11 : Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?



Favorable à la suppression

Commentaire :

| Pour les raisons invoquées par la CRE, nous sommes favorables à sa suppression.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Oui

Commentaire :

| Oui, l'analyse de la CRE nous semble pertinente

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

| Cette évolution peut être envisagée avec une différenciation HC/HP et une facturation en cas de dépassement de la puissance souscrite intégrant un malus.

Question 14 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| Cette question concernant RTE, notre collectif d'élus du CCE d'ENEDIS n'est donc pas fondé à y répondre.

Question 15 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| Cette question concernant RTE, notre collectif d'élus du CCE d'ENEDIS n'est donc pas fondé à y répondre.

Question 16 : Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| Nous comprenons bien l'argument sous tendant cette expérimentation, à savoir une souscription de puissance inférieure à la somme de plusieurs points de livraison.



Pour autant, la CRE ne nous éclaire pas sur les conditions de la tarification, en particulier sur les modes de répartition des consommations, et la faisabilité technique d'une telle expérimentation.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de productions non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Nous ne sommes pas en mesure à ce stade de nous positionner sur ce point, et n'avons pas pu prendre connaissance des expérimentations citées par la CRE pour étayer sa proposition...

Une étude approfondie sur l'usage des moyens de compensation du réactif présent sur nos installations de livraison HTB/HTA serait nécessaire.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Oui

Commentaire :

Oui, cela nous semble nécessaire. Nous considérons que cette tarification doit y compris intégrer la dimension assurantielle du réseau pour les producteurs/autoconsommateurs pour éviter que les coûts de réseaux générés par ceux-ci soient supportés par l'ensemble des consommateurs.

A ce titre, il nous semble opportun d'agir sur deux leviers : la part puissance et la définition d'un timbre d'injection.

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Défavorable

Commentaire :

Non. Nous ne sommes pas convaincus à ce stade par les effets « positifs » de l'injection en provenance de producteurs décentralisés sur les coûts d'infrastructure, étant donné que leur localisation relève de l'initiative privée sans prise en compte en amont des contraintes réseaux et des besoins en proximité.

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Cette question concernant RTE, notre collectif d'élus du CCE d'ENEDIS n'est donc pas fondé à y répondre.

Question 21 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts



des pertes ?

Défavorable

Commentaire :

C'est la parfaite illustration d'un développement des moyens de production sans schéma de planification amont prenant en compte les besoins et contraintes du réseau.

La proposition de la CRE vise à corriger cette situation par le seul signal tarifaire, ce qui nous semble insuffisant et pas toujours juste sur le plan technique.

Nous sommes donc critiques et souhaitons des moyens pour régler cette question à la base, c'est-à-dire revenir à une logique industrielle intégrée.

Mais cela relève de décisions politiques et non des prérogatives du régulateur...

Question 22 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection visant à faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de l'implémentation d'un tel tarif ?

Cette question concernant RTE, notre collectif d'élus du CCE d'ENEDIS n'est donc pas fondé à y répondre.